

OCDE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET
DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES



OECD

ORGANISATION FOR ECONOMIC
CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

C/M(99)12/ANN 9

UNCLASSIFIED / NON CLASSIFIE

CONSEIL AU NIVEAU DES MINISTRES

26-27 MAI 1999

POINT 3

***CROISSANCE, EMPLOI ET COHESION SOCIALE –
PRIORITES POUR LES GOUVERNEMENTS DES PAYS DE L'OCDE***

COMMISSION EUROPEENNE

Déclaration

**M. Yves-Thibault de SILGUY
Membre de la Commission Européenne**

⊕ ⊕ ⊕ ⊕ ⊕ ⊕ ⊕ ⊕ ⊕ ⊕ ⊕ ⊕ ⊕

COUNCIL AT MINISTERIAL LEVEL

26-27 MAY 1999

ITEM 3

***GROWTH, EMPLOYMENT AND SOCIAL COHESION –
POLICY PRIORITIES FOR OECD GOVERNMENTS***

EUROPEAN COMMISSION

Statement

**M. Yves-Thibault de SILGUY
Membre de la Commission Européenne**



COMMISSION EUROPÉENNE
DIRECTION GÉNÉRALE II
AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES
Economie de la zone euro et de l'Union

SCHEMA D'INTERVENTION
OCDE, réunion ministérielle
Paris, le 26 mai 1999

L'euro, les perspectives économiques et la situation de l'emploi

Je souhaiterais intervenir brièvement sur trois points : le lancement de l'euro a été un succès ; l'Europe connaît aujourd'hui un ralentissement temporaire et limité de la croissance ; les perspectives de l'emploi s'améliorent.

Le lancement de l'euro a été un succès.

En effet, les catastrophes annoncées par les Cassandre ne se sont pas produites :

- *on nous avait annoncé un recul de la croissance en Europe* : or, non seulement il n'y a pas eu de recul de la croissance, mais l'euro, grâce à la remise en ordre des économies européennes, a favorisé une reprise de l'activité, avec 2,8% de croissance en 1998 ;
- *on nous avait annoncé un mouvement spéculatif sur les marchés financiers* : en fait, l'arrivée de l'euro a été pleinement anticipée par les marchés et l'Europe a connu une totale stabilité monétaire, en 1998 et 1999, en dépit d'un environnement international perturbé par les crises financières asiatique et russe. Le lancement de l'euro sur les marchés financiers, le 4 janvier dernier, a été un succès : l'euro est désormais à égalité avec le dollar sur les marchés obligataires, pour le 1er trimestre 1999, et il est devenu une importante monnaie internationale ;

- *on nous avait prédit un rejet de l'euro par l'opinion publique* : c'est le contraire qui s'est produit. L'acceptation et la compréhension de l'euro par les citoyens européens a constamment progressé au cours de ces dernières années, pour atteindre un niveau élevé, l'ordre de 70% d'opinions favorables dans les plus récents sondages.

- *on nous avait prédit une grande « pagaïe » informatique* : tel n'a pas été le cas ; la création de l'euro a été un « sans faute » sur le plan technique ; de ce fait, l'euro trouve naturellement sa place sur le marché des changes.

Toutefois, plusieurs « chantiers » restent à mener à bien :

- la poursuite de la consolidation budgétaire, dans la ligne de l'objectif d'équilibre des finances publiques des Etats membres à l'horizon 2002, résultant du Pacte de stabilité et de croissance;

- la préparation de l'introduction des pièces et des billets, au 1er janvier 2002 ;

- l'intégration des « pré-ins » : Royaume-Uni, Grèce, Danemark et Suède ;

- la représentation externe de la zone euro, qui n'a pas progressé, en dépit des conclusions adoptées au Conseil européen de Vienne.

En effet, aucun accord n'a pu être trouvé, à ce jour, avec nos partenaires, sur la représentation européenne au G7 finances. Or, il est dans l'intérêt de tous que l'Europe puisse exprimer d'une seule voix sa position dans les enceintes monétaires et financières internationales. C'est la meilleure façon d'assurer, en particulier, qu'elle apporte pleinement sa contribution à la croissance mondiale.

L'Europe connaît un ralentissement temporaire et limité de la croissance.

Selon les dernières prévisions de la Commission, la croissance européenne devrait être de 2,1% en 1999 et de 2,7% en 2000, soit un ralentissement temporaire et limité. Grâce à l'euro, les effets négatifs des crises asiatique et russe ont pu être atténués.

Deux éléments principaux justifient ces prévisions :

- *la bonne tenue de la consommation des ménages* (60% du PIB de l'Union), qui est un facteur déterminant pour le caractère temporaire et limité du ralentissement, comme pour la reprise qui se dessine. En effet, la confiance des consommateurs est toujours restée très élevée, entraînant une progression de la consommation privée. La demande domestique devrait continuer à être le principal moteur de la croissance, compte tenu de l'amélioration de la situation de l'emploi et des revenus réels, dans un contexte de faible inflation ;

- *les évolutions monétaires* : les taux d'intérêt ont atteint un niveau historiquement bas, avec la baisse de 150 points de base des taux de court terme dans la zone euro et au Royaume Uni, depuis un an. Associée à une demande intérieure soutenue, celle-ci devrait produire des effets positifs sur la confiance des opérateurs économiques et sur l'investissement privé.

L'Europe apporte ainsi pleinement sa contribution à la croissance de l'économie mondiale, dans le contexte d'un environnement international incertain. Ces perspectives de croissance encourageantes devraient renforcer la position de l'euro sur les marchés des changes. En effet, la correction à la baisse de l'euro vis-à-vis du dollar, minime en termes de taux de change effectif, trouve sa principale explication dans l'évolution conjoncturelle de la zone euro par rapport à celle des Etats-Unis.

Les perspectives de l'emploi en Europe s'améliorent

L'arrivée de l'euro s'est traduite par un recul du chômage. En 1998, l'Europe a créé 1,7 millions d'emplois. C'est le record de la décennie. En outre, selon les prévisions de la Commission, 2,5 millions d'emplois devraient être créés en Europe, en 1999 et en 2000. Ainsi, le taux de chômage a été ramené à 10% dans l'Union en 1998, après un pic à 11,1% en 1994, et il devrait être de 9,5% en 1999.

Toutefois, une croissance plus soutenue ne suffira pas, à elle seule, à ramener le chômage à des niveaux acceptables. La croissance ne peut, en effet, permettre la réduction du chômage d'origine structurelle. Or, celui-ci reste élevée dans de nombreux pays de la Communauté.

La diminution de ce chômage structurel et l'augmentation du taux d'emploi doivent être des objectifs prioritaires, comme le soulignent les Grandes orientations des politiques économiques (GOPE) pour 1999.

La stratégie prônée par les GOPE repose sur trois piliers qui se renforcent mutuellement : la poursuite d'une politique macro-économique orientée vers la stabilité et la croissance, des politiques actives du marché du travail et des réformes structurelles de grande ampleur, visant à améliorer l'efficacité des marchés des produits et des capitaux.

En conclusion, la dynamique de l'euro doit permettre à l'Europe de franchir une étape décisive dans son processus d'intégration. En effet, au-delà de ses avantages économiques, l'euro est pour l'Europe un puissant symbole d'unité. Il lui ouvre la perspective d'une véritable unification politique. A l'heure de la crise au Kosovo, cette ambition se justifie pleinement.